

Thématiques
L'Homme - Système et société

Les inégalités : un fléau social, mais aussi
écologique



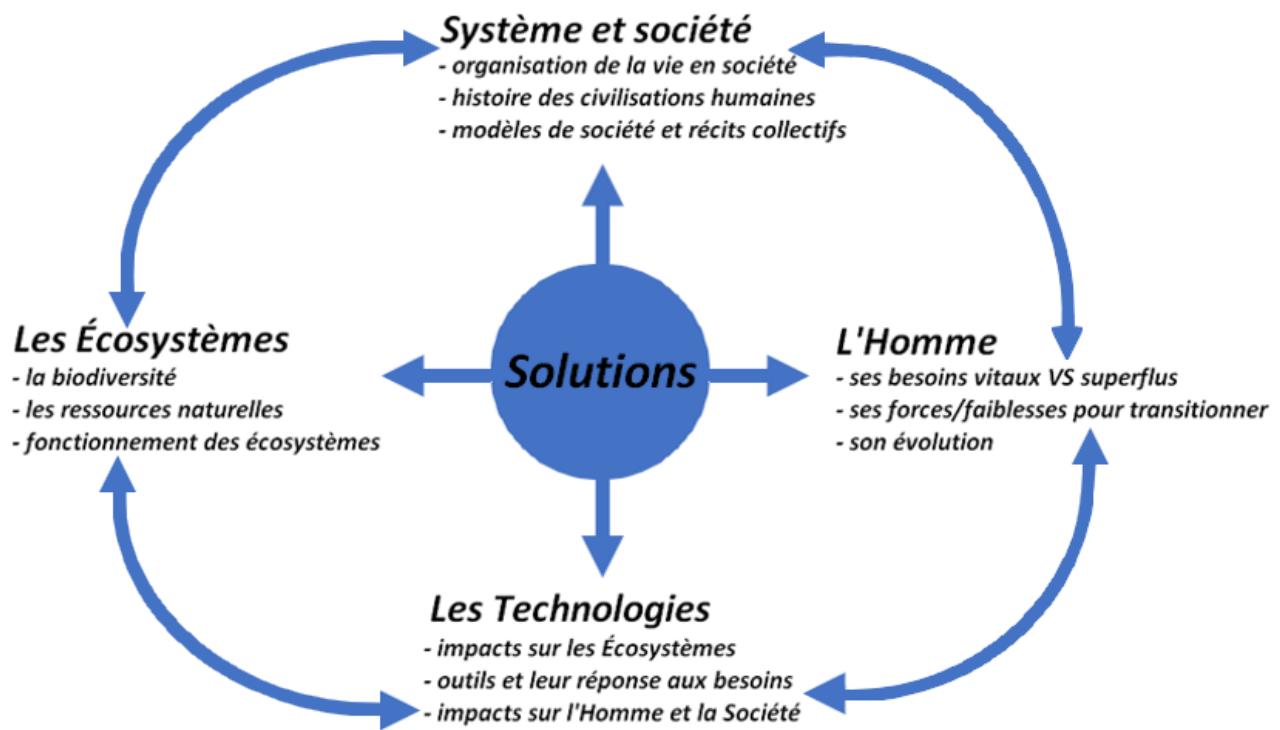
Article produit par le collectif TSEB – juin 2022

Associé aux sujets : [Inégalités VS Écologie](#), [L'écologie et ses clichés](#)

Avant-propos : les thématiques

Nos sujets s'articulent autour de 4 thématiques fondamentales et interdépendantes, qui permettent à la fois de classer les sujets abordés chez TSEB et de favoriser une approche systémique lors de la création de projets.

En opérant de la sorte, nous sommes constamment invités à nous interroger quant aux impacts d'une proposition de solution donnée, sur les thématiques indirectement concernées par cette proposition (et pas seulement sur la thématique principalement visée).



Si l'écologie reste avant tout une science qui étudie les vivants et leurs rapports entre eux ainsi qu'avec le milieu, elle a fini par incarner un courant de pensée prônant un meilleur équilibre entre l'Homme et la Nature (considérés comme un tout), et c'est cette définition qui s'est finalement imposée dans le débat public.

Nous pourrions considérer de prime abord que ce glissement de la notion d'écologie vers quelque chose de plus philosophique à travers les civilisations, constitue un progrès social majeur :

- d'une part, c'est ce qui a probablement permis d'introduire le sujet dans le débat public ;
- mais surtout, cette facette de l'écologie a donné naissance à un nouvel idéal : celui de vivre plus harmonieusement avec nos écosystèmes, là où le débat restait jusque-là cantonné à l'harmonie des Hommes entre eux (enfin, en théorie...).

Cette manière d'aborder l'écologie représente un terreau véritablement fertile et, plus qu'un symbole, stimule le développement d'autres idéologies et systèmes de valeurs. Malheureusement, en s'insérant au niveau du champ idéologique, cela signifie également qu'elle peut être remaniée voire récupérée pour servir les intérêts d'une idéologie plus dominatrice en alimentant des clichés. Or, chez TSEB, nous essayons autant que possible de ne pas nous arrêter sur les apparences.

Il paraît ainsi essentiel de détecter les fameuses dissonances cognitives rappelant finalement que l'écologie et ses valeurs sont profondément incompatibles avec le système socio-économique actuel, et qu'elle implique par conséquent des transformations d'ordre systémique. Pour le dire autrement, cherchons à comprendre pourquoi tout ce qui prétendrait le contraire, ne peut s'affilier à l'écologie.

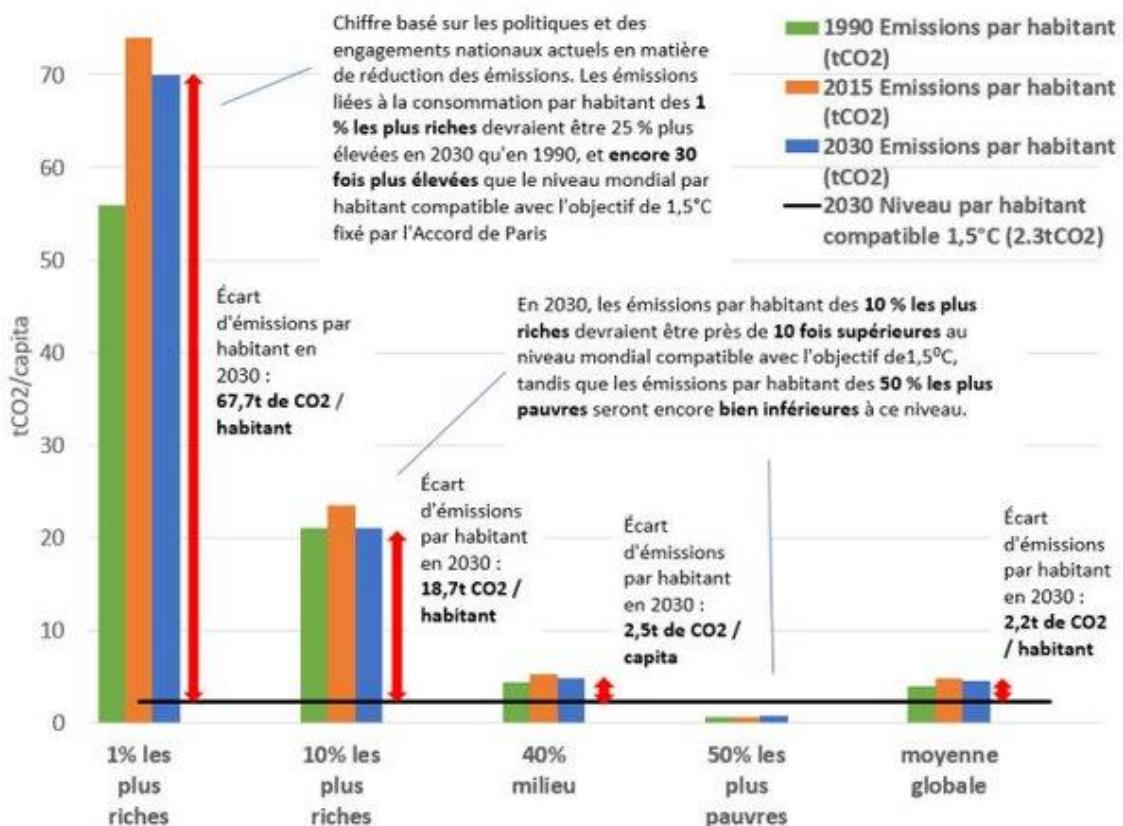
Greenwashing et écologie individuelle : arnaque ?

Notons premièrement que la tentative de récupération de l'écologie à des fins purement lucratives, productivistes et par conséquent délétères (qu'on appelle plus communément le [greenwashing](#) [1]) préserve non seulement les intérêts personnels de ceux qui parviennent à tirer leur épingle du jeu dans ce monde « business as usual » (qui aurait tout intérêt à changer) en s'adossant l'étiquette de l'écoresponsabilité, mais détourne également la question des enjeux systémiques.

En plus du greenwashing, il existe une autre manière absolument fallacieuse de voir l'écologie, qui consiste à dire que la préservation de nos écosystèmes passe exclusivement par une responsabilisation à l'échelle individuelle. Autrement dit, il en irait surtout de la responsabilité de chacun de « faire sa part » : moins prendre l'avion, la voiture, consommer moins de viande,...

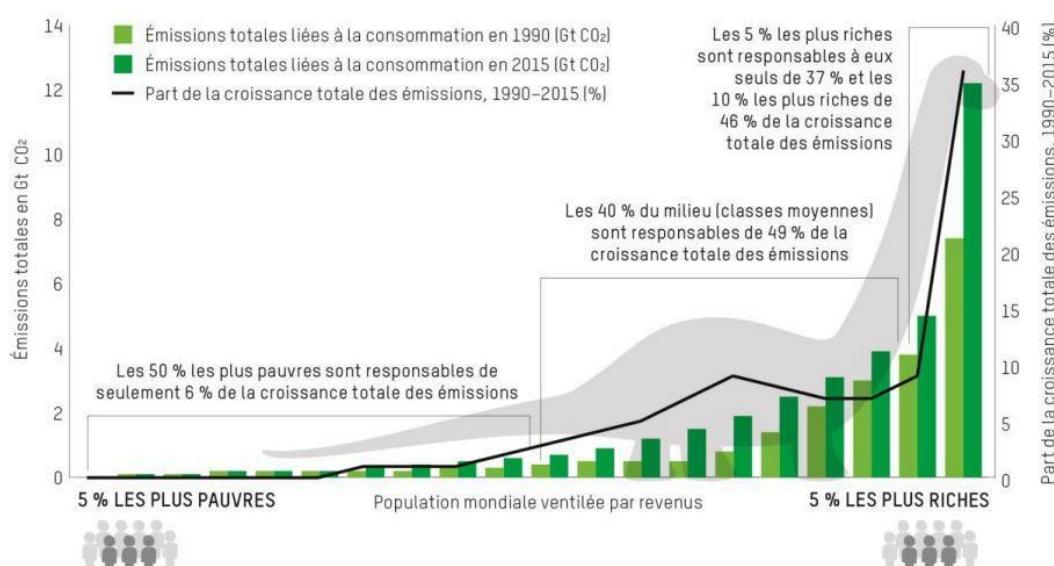
Cette vision du problème écologique, où il suffirait finalement de lutter contre ses « pulsions » primaires de consommateur compulsif seul dans son coin, présuppose premièrement que le phénomène de surconsommation est universel (« responsabilité de chacun », soit de tous), alors qu'il ne concerne pas tout le monde de la même manière. En effet, il a été démontré que plus le niveau de revenus est élevé, plus l'empreinte carbone liée à la consommation est élevée (ce qui fait sens : plus on a d'argent, plus on consomme dans un système qui nous appelle à consommer et plus on pollue forcément). [2]

Figure 1 : Émissions liées à la consommation par habitant pour chaque groupe de revenus dans le monde entre 1990 et 2030 et niveau mondial par habitant en 2030 compatible avec l'objectif de 1,5°C inscrit dans l'Accord de Paris



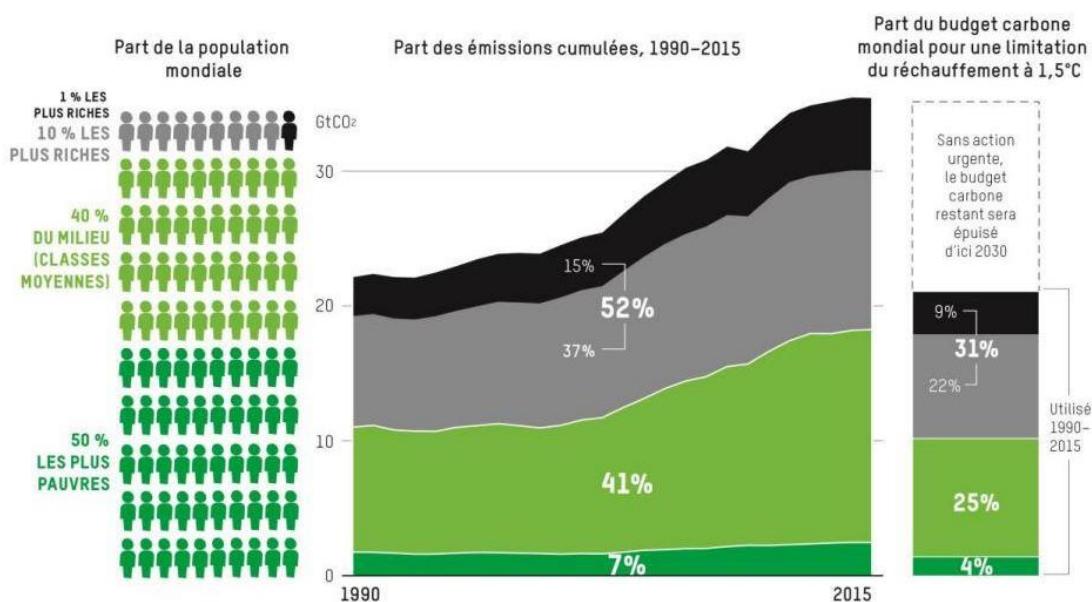
Source : Analyse de l'IEEP et du SEI. Revenu annuel en 2030 (en \$2011PPP) des 1% les plus riches : >172 k\$; des 10% les plus riches : >55 k\$; des 40% qui forment la classe moyenne : 9,8 k\$; des 50% les plus pauvres : < 9,8 k\$. Population totale en 2030 : environ 7,9 milliards.

Figure 2 : Le « graphique du dinosaure » sur la croissance inégale des émissions de carbone entre 1990 et 2015



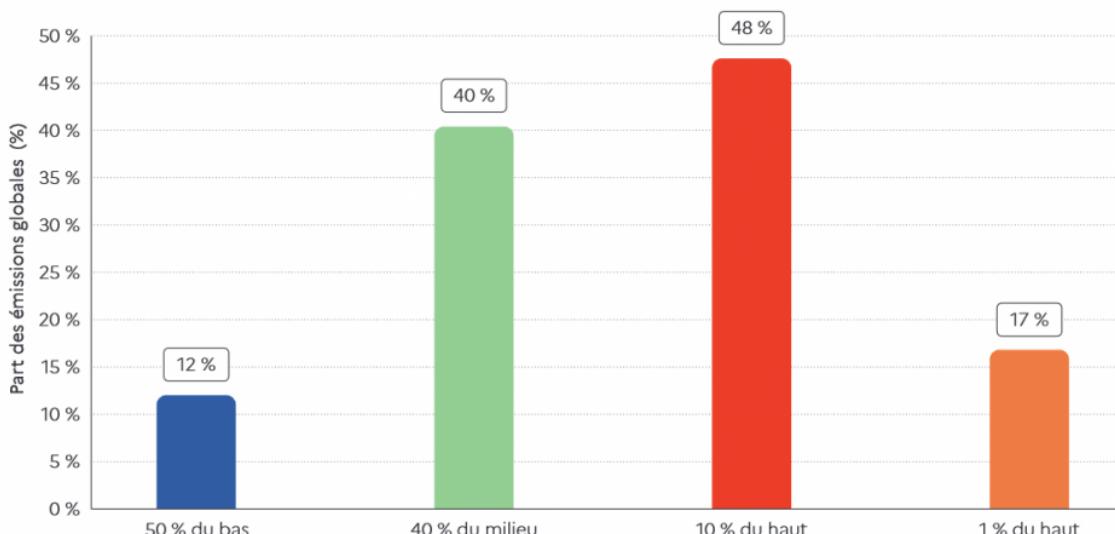
les revenus sont élevés, plus on pollue

Pour étayer ce propos, à l'échelle de la planète, les 1% les plus riches (soit environ 80 millions d'individus) émettent 1.5 à 2x plus de CO₂ que les 50% les plus pauvres (soit environ 3.7 Mds) ! Et les 10% les plus riches (une bonne partie des populations des pays riches) émettent à peu près 50% des émissions mondiales [2][3] ! Les disparités sont donc titaniques et [la responsabilité des pays dits « développés » dans cette histoire est d'autant plus évidente](#) ! Nous l'avions découvert également sous le prisme de l'[évolution de la consommation énergétique de ces deux derniers siècles](#).



Seuil de revenu par habitant-e en 2015 (PPA 2011) des 1 % les plus riches : 109 000 dollars ; 10 % les plus riches : 38 000 dollars ; 40 % du milieu (classes moyennes) : 6 000 dollars ; et 50 % les plus pauvres : moins de 6 000 dollars. Le budget carbone mondial en 1990 avait 33 % de chances de dépasser les 1,5°C : 1 250 Gt

Graphique 14. Inégalité des émissions carbone dans le monde, 2019

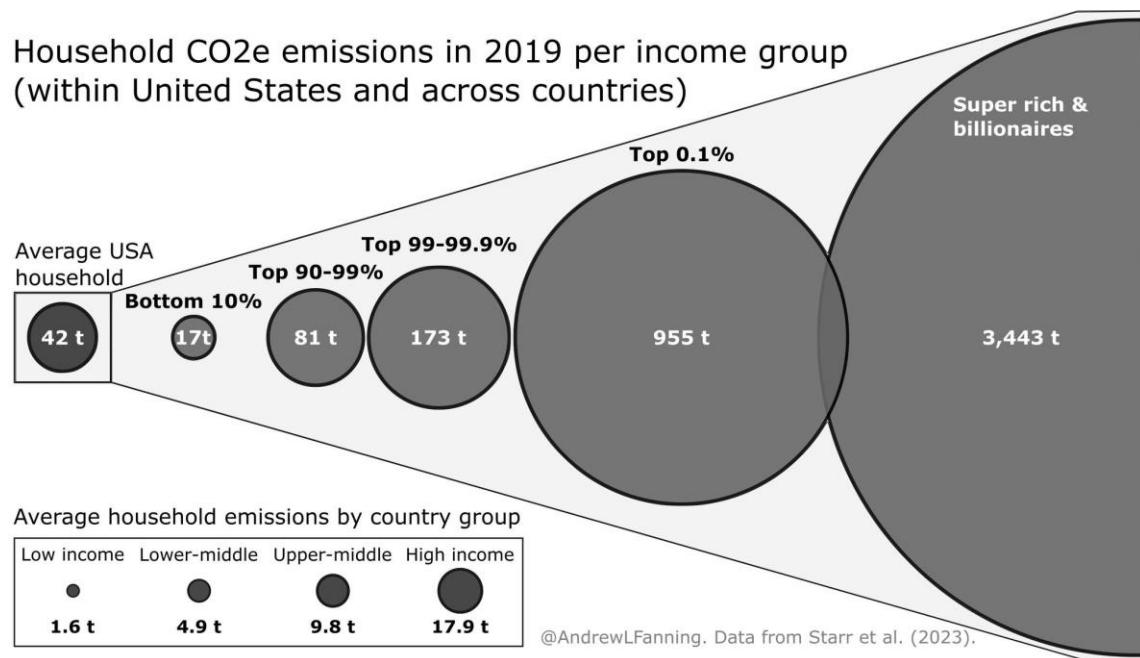


Interprétation : L'empreinte carbone individuelle inclus les émissions domestiques, les investissements publics et privés aussi bien que les imports et exports de carbone intégrés dans les biens et services échangés avec le reste du monde. Les estimations sont basées sur une combinaison systématique de données fiscales, d'enquêtes sur les ménages et de tableaux d'entrée-sortie. Les émissions sont divisées également entre les membres d'un même ménage. **Sources et séries :** wir2022.wid.world/methodology et Chancel (2021).

« A l'échelle mondiale, si 1% des plus riches sont responsables de 15% des émissions carbone liées à leur train de vie, ils le sont trois fois plus par ce qu'ils possèdent à travers la détention de capitaux privés dans des industries polluantes. C'est ce que révèle le laboratoire mondial des inégalités de l'École d'économie de Paris. » [13]

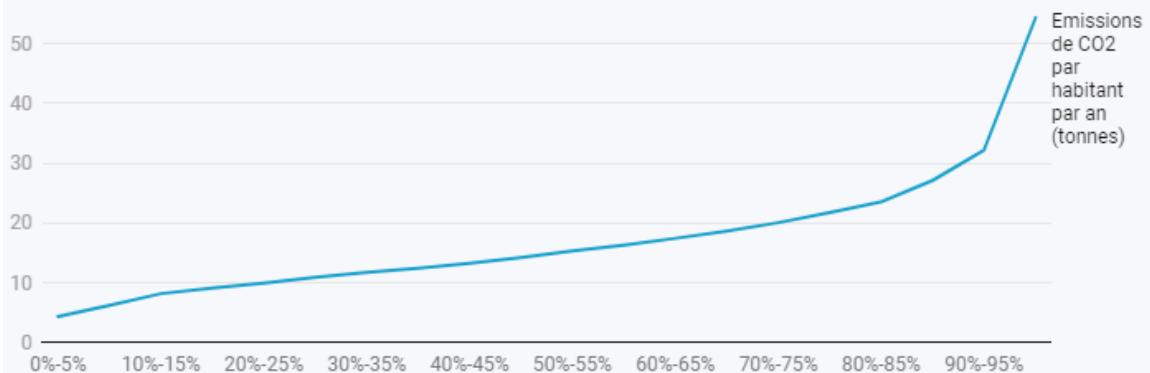
A noter que les disparités au sein même des pays riches sont énormes. En France, les 50% les plus pauvres émettent en moyenne 5t de CO2e par an et par personne, alors que les 10% les plus riches en émettent 5x plus (pour une moyenne nationale d'environ 9t CO2e/an) [4][5] !

En Belgique, on retrouve des disparités du même ordre (10t en moyenne pour les 50% les plus pauvres, un peu plus de 43t pour les 10% les plus riches) [12], de même qu'aux États-Unis avec des émissions de l'ordre de 17t pour les ménages les moins aisés (premier décile) et de plus de 80t pour les ménages les plus aisés (dernier décile). Par ailleurs, si l'on étudie la tranche supérieure du dernier décile (soit le dernier centile), on constate là aussi d'incommensurables écarts : [6][7]



Emissions de CO2 par habitant en fonction du revenu en Belgique (tonnes)

Le groupe 0%-5% représente les 5% de la population qui ont le moins de revenus. Ils émettent en moyenne 4,41 tonnes de CO2 par an. Le groupe 95%-100% représente les 5% de la population qui ont les plus hauts revenus. Ils émettent en moyenne 54,28 tonnes de CO2 par an.



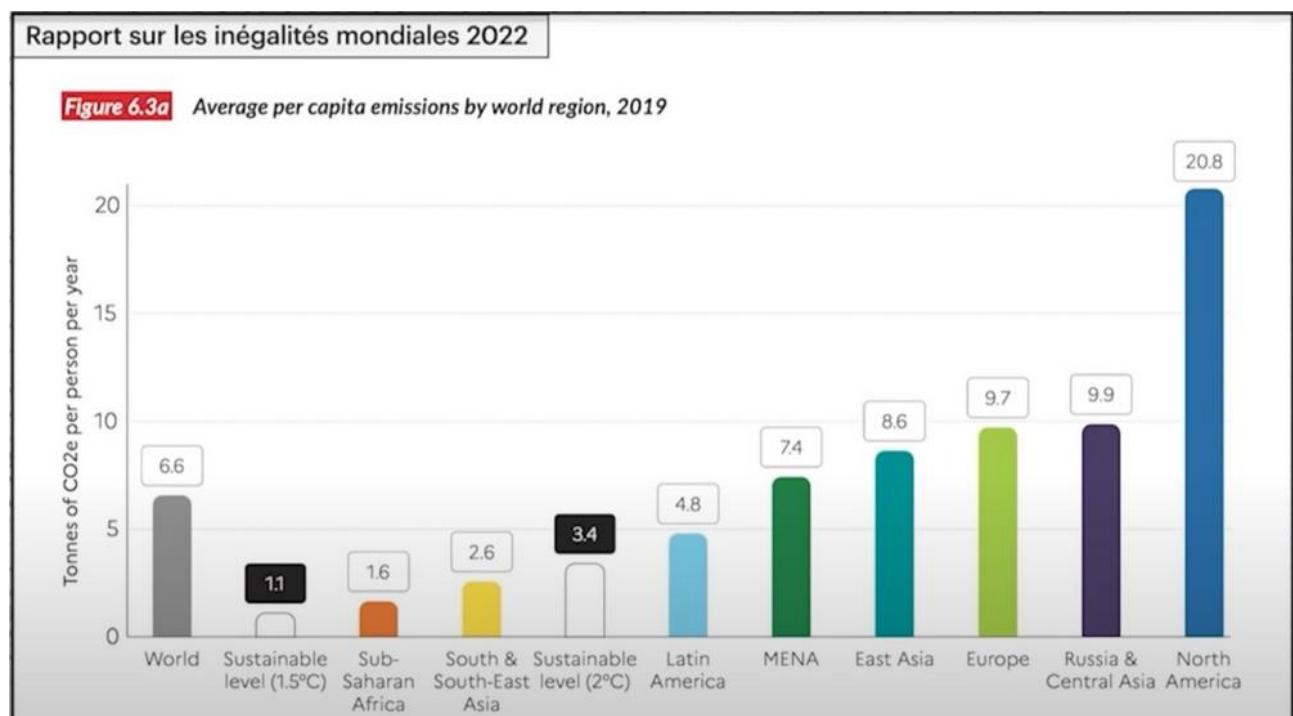
A titre indicatif, pour rester sous la limite des 2°C de réchauffement planétaire, il faudrait se limiter à une [émission de l'ordre de 2t de CO₂ par an et par personne, voire moins](#) ! A ce stade, seuls les 50% les plus pauvres de la planète respectent ce seuil.

Du point de vue des ressources, l'[empreinte écologique](#) d'un Occidental est environ 2x plus élevée que la moyenne mondiale, soit 3 à 6 fois plus élevée que les pays à moyens et faibles revenus [8][9]. Cela signifie qu'aujourd'hui, seulement un sixième de la population mondiale (1,2 milliard – les habitants des pays occidentaux principalement) consomme environ la moitié de la biocapacité mondiale ! [9]

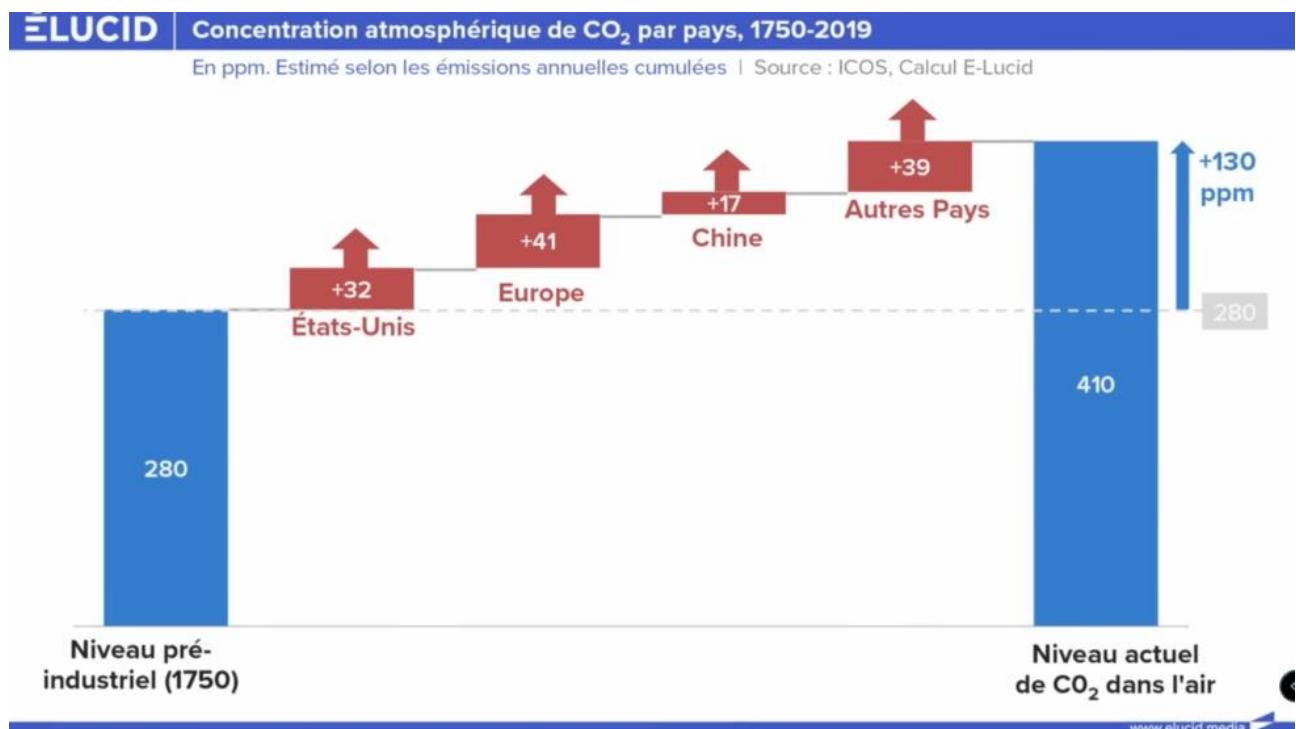
Petite digression, mais il apparaît finalement qu'une division de la consommation moyenne totale d'énergie par 3 voire 4 (en misant aussi sur une efficacité énergétique optimale) dans nos contrées ne semble absolument pas déconnecté au regard des objectifs à atteindre (et encore, peut-être cela reste-t-il relativement optimiste). Dans cette optique, il est évident que notre modèle de société, axé sur la croissance du taux de profit et donc sur une production/consommation sans limite, n'importe où et n'importe quand de biens et services (aussi futiles et délétères soient certains d'entre eux), n'est pas compatible avec un tel objectif.

Les petits écogestes bien loin de suffire...

Bien sûr, la part de responsabilité du côté des pays émergents devient grandissante. Au Brésil par exemple, on estime que des dizaines de millions de personnes (soit 1/5 à 1/4 de sa population) ont un niveau de vie (et donc d'émissions) similaire à celui des Occidentaux. [5] Ainsi, même si effectivement l'Occident reste la partie du monde la plus responsable du réchauffement climatique, elle n'est pas la seule à devoir fournir des efforts drastiques, et des pays comme la Chine et l'Inde doivent eux aussi se préparer dans ce sens. [5]



Notons toutefois que d'un point de vue historique, l'Europe et les États-Unis sont à eux seuls responsables de plus de 50% des émissions de gaz à effet de serre ! Au-delà des inégalités observables aujourd'hui, si l'on tient compte des contributions passées au réchauffement climatique, les Occidentaux sont de loin les plus responsables ! En définitive, il serait on ne peut plus juste que leurs efforts en matière de lutte contre le réchauffement climatique soient bien plus importants encore qu'ailleurs et qu'ils fassent figure d'exemple, ce qui est loin d'être le cas actuellement. [10]



Dès lors, les inégalités économiques engendrées, la croissance matérielle et illimitée ou encore cette espèce de supériorité de l'Homme vis-à-vis de toute ce qui l'entoure (qui légitime un [solutionnisme technologique](#) pervers par ailleurs) génèrent non seulement des inégalités importantes en termes d'émissions, mais également en termes de conséquences, les premiers touchés par le dérèglement climatique étant les moins nantis du globe. Les efforts à fournir dépendent donc avant tout du statut social et géopolitique, ce qui implique par ailleurs une colossale diminution des émissions (et donc, de la consommation) de la part des plus riches si l'on veut procéder de manière équitable. **On attend encore de voir si une responsabilisation individuelle aboutira spontanément à une telle modération !**

« *Avec le réchauffement climatique, c'est la moitié la plus pauvre de la population mondiale qui devra en supporter environ 74% des pertes d'ici 2050, tandis que les 10% les plus riches n'en subiront qu'environ 3%.* » [13]

La vérité, c'est qu'une société durable ne peut être bâtie sans construction d'un cadre préalablement défini, dans lequel la majorité d'entre nous se retrouvent : bien que nous sachions qu'il est fondamentalement dramatique de commettre un meurtre, la loi nous le rappelle en toute circonstance et en s'appliquant à tous. Imaginez-vous un seul instant que nous puissions faire sauter la loi au nom de la responsabilité individuelle ? Rien n'est moins sûr...

Alors pourquoi ne pas redéfinir ce fameux cadre, que ce soit sur le plan institutionnel, politique, juridique, social, économique,... ? Pour quel autre motif prônerions-nous la responsabilité individuelle dans le dérèglement climatique et le désastre environnemental en cours, si ce n'est pour préserver un certain statu quo ?

Au final, c'est discréderiter l'écologie en elle-même

Et si le but inavoué était finalement de nous convaincre que le problème est insolvable, et donc inhérent à l'Homme ? L'astuce étant d'instaurer dans nos esprits des mécanismes de pensée conduisant à cette insolvabilité, reposant sur un logiciel archaïque, lui-même incompatible avec le virage à prendre, et de tuer ainsi tout nouvel imaginaire éco-compatible.

Indirectement, ce genre d'écologie incarne donc une déresponsabilisation du système macro-économique en place : il suffirait que chaque individu modifie dans son coin ses comportements pour que le problème des émissions de GES soit réglé. De ce fait, puisqu'elle ne remet pas le système hégémonique en question (ni son hégémonie d'ailleurs), elle n'apporte aucune critique à sa vision anthropocentrale. Pourtant, reprécisons que l'écologie exclut également par défaut un tel principe : **la Nature n'obéit pas à nos lois et c'est à nous de nous adapter aux siennes.**

L'essence de l'écologie, c'est précisément de tenir compte des relations inter-individus et inter-espèces, étant donné qu'elle s'intéresse aux liens que nous entretenons avec la Nature. Par conséquent, prôner l'écologie en balayant d'un revers de main l'importance de ces interactions demeure contraire à ses principes de base. On estime par ailleurs que **l'action individuelle permettrait tout au plus et sans changements structurels profonds** une réduction de 25% des émissions de GES, et que dans les faits, on parle plutôt d'une réduction de 10% (puisque il est impossible que nous soyons tous citoyens modèles, c'est l'évidence même). Cela signifie que les **75% d'émissions restantes au moins sont intrinsèquement liées à la manière dont nous organisons l'économie, distribuons les flux, produisons,...**

Quid des clichés sur l'écologie ?

Le greenwashing et l'écologie individuelle non seulement desservent l'écologie en tant que telle, mais participent sans aucun doute à la prolifération et pérennisation de certains clichés. Le plus emblématique étant :

« *Si les industriels produisent c'est parce que les gens consomment* »

L'ultime point commun de tous ces clichés ? Ils reposent sur la responsabilité individuelle et non sur une approche systémique, et véhiculent l'illusion que dans un monde où nous sommes consommateurs avant d'être citoyens, il suffirait tout simplement d'adapter nos comportements par nous-mêmes pour résoudre le problème.

Sauf que tous ces comportements sont insidieusement appelés, motivés par le système lui-même, lui qui laisse bien peu de place à la participation citoyenne : comment s'extraire de ce schéma consumériste lorsque notre pouvoir citoyen est réduit à peau de chagrin (un misérable petit vote tous les 5 à 7 ans) ? Sommes-nous actuellement vraiment des citoyens avant d'être consommateurs ? Rien n'est moins sûr... Mais la palme du cliché le plus ridicule revient sans conteste à ce qui suit :

« *Il faut un régime autoritaire pour répondre à la crise écologique* »

Il y aurait tant à dire sur l'impertinence de cette phrase : son cynisme, sa défiance envers l'intelligence collective (« les citoyens sont trop cons pour organiser collectivement le nécessaire »), sa croyance envers la légitimité d'une poignée d'hommes « providentiels » (les exemples historiques pour nous démontrer les horreurs que de tels régimes générèrent ne manquent pourtant pas), une totale incompréhension du rôle des inégalités dans le problème (et ce n'est pas en conférant les pleins pouvoirs à quelques-uns, et donc en augmentant d'autant plus les inégalités entre certains, que l'issue sera favorable), c'est-à-dire finalement de tout ce que l'on vient d'analyser,... La boucle est bouclée.

Par ailleurs, [une étude récente](#) démontre que les sociétés ayant le moins bien fait face au changement climatique par le passé étaient justement très centralisées, urbaines, hiérarchiques et avec une structure sociopolitique rigide, car manquant alors de flexibilité pour s'adapter, tandis que les sociétés présentant un important taux d'inégalité économique étaient les plus exposées à la violence et aux maladies infectieuses. En définitive, ce qui favorise l'adaptation d'un point de vue biologique (la lenteur, la robustesse et l'hétérogénéité) est aussi valable pour nos sociétés humaines.

« *La démocratie n'est pas juste un état des choses, figé, mais c'est une dynamique* » ([Manuel Cervera-Marzal](#))

A l'inverse, considérer l'écologie comme l'instauration d'une « *dictature verte* » est une aberration sémantique, puisque, nous venons précisément de le voir, notre système consumériste repose sur de profondes inégalités ainsi que sur un massacre sans commune mesure du Vivant. Or, l'émergence d'une société qui le respecterait véritablement passe précisément par un autre chemin : celui du partage équitable des ressources (soit d'une plus forte égalité économique et politique citoyenne) et d'une réelle considération de la Vie sur Terre.

Qui plus est, comme énoncé en préambule, l'écologie est avant tout fondée sur une base scientifique solide. Or, la science n'en a que faire de l'idéologie politique : elle émet un diagnostic sur base de phénomènes observables et vérifiables dont nous ne pouvons nous soustraire. Ainsi, sous prétexte que ces faits s'opposent à nos désirs de liberté individuelle débridée, est-il réellement pertinent de les assimiler à de la dictature, alors que c'est plus exactement la liberté illimitée de l'individu dans un monde limité, fini, physiquement contraint (que nous le voulions ou non) qui entraîne sa destruction (dont la nôtre), et donc l'anéantissement de sa propre liberté ?

Admettons-le, lorsqu'on parle de libertés individuelles, celles-ci sont très souvent ramenées à la liberté de consommer ce que l'on veut sans mesure, et réservées à une poignée d'entre nous : ni vous ni moi n'avons la possibilité et donc la liberté d'acheter un yacht, de même qu'il ne sera jamais possible pour tout le monde d'en avoir un.

Pour le coup, cette consommation toujours plus importante nous rend(rait)-elle vraiment plus heureux ? Et puis, en quoi cette autre manière de consommer, plus sobre et profitable à tous à moyen/long terme, impacterait négativement nos espaces de pensée, nos capacités à débattre et nos individualités ? Surtout lorsque celle-ci pourrait permettre à tout le monde de vivre dignement, sans manque ?! N'est-ce pas une condition sine qua non à l'épanouissement de chacun ?

Comme explicité plus haut, la société a toujours besoin d'un cadre, de règles acceptées par tous pour fonctionner correctement (et même tout simplement exister) et nous serons tous d'accord pour dire que l'interdiction du meurtre est une bonne chose, même si elle porte atteinte à notre liberté individuelle ! Donc si ces règles nous contraignent, c'est avant tout par souci du bien commun. Dès lors, redéfinir ce cadre de manière à garantir un avenir pour les générations futures et préserver au mieux la Vie sur Terre, n'a rien à voir avec un système qui nous imposerait quoi faire et penser pour des raisons purement arbitraires, édictées par une poignée de décideurs, voire par un leader absolu ! D'autant que ce cadre, nous vous invitons ardemment à le redéfinir collectivement, en toute démocratie délibérative et participative !

Il existe bien sûr d'autres élucubrations de ce genre, mais celles-ci font appel à d'autres références et connaissances que nous ne manquerons pas de vous dévoiler au fur et à mesure via d'autres articles. En attendant, [cette vidéo du Biais Vert](#) devrait vous fournir les principaux éléments pour debunker les plus grands sophismes en la matière.

L'écologie sera démocratique et systémique ou ne sera pas

Bien évidemment, cela ne veut pas dire que les gestes du quotidien ne sont pas importants. 10 à 20% de réduction des émissions ce n'est pas rien ! Mais c'est loin, très loin d'être suffisant, et on ne peut résumer l'écologie à une « simple » responsabilisation du consommateur. La partie la plus prédatrice et destructrice du problème concerne :

- les inégalités qui octroient à une poignée d'individus un droit de pollution suprême au détriment des plus pauvres qui représentent les premières victimes de cette prédateur sociale et environnementale ;
- la responsabilité purement individuelle qui exclut toute remise en question systémique et donc toute possibilité d'une économie/société axée sur l'écologie (= agissons comme citoyens, pas seulement en tant que consommateurs) ;
- la sacralisation de la liberté individuelle au détriment d'autrui, et plus généralement du Vivant.

En conclusion, les chiffres parlent d'eux-mêmes : si l'importance des petits gestes n'est pas à minimiser, et si ceux-ci peuvent aboutir à des adaptations de notre modèle socio-économique, l'écologie implique irrémédiablement des transformations systémiques conséquentes organisées collectivement, passant par une véritable baisse des inégalités (et donc un meilleur partage les richesses).

En clair, il faut redéfinir un système de gouvernance plus équitable et juste, dépasser un modèle économique fondé sur la croissance matérielle, sortir d'un mode de pensée individualiste socialement mortifère,... Bref, y a du boulot !

Sources (et pour aller plus loin)

[¹] Bon Pote – Les émissions des 1% les plus riches sont 30x plus élevées que ce qui est compatible avec le maintien d'un réchauffement climatique sous +1.5°C

[²] Le Figaro – Climat : les émissions des 1% les plus riches montrées du doigt par Oxfam

[³] Vert – Lucas Chancel : « Il y a une radicalité extrême dans le fait de continuer à soutenir des entreprises polluantes »

[⁴] Le Monde – Lucas Chancel : les 10% les plus riches émettent cinq fois plus de carbone que la moitié la plus pauvre des Français

[⁵] Blast – CLIMAT : LES INÉGALITÉS NOUS MÈNENT DANS LE MUR

[⁶] Andrew Fanning – Household CO2e emissions in 2019 per income group

[⁷] ScienceDirect – Assessing US consumers' carbon footprints reveals outsized impact of the top 1%

[⁸] Global Footprint Network – empreinte écologique et biocapacité dans le monde

[¹⁰] ELUCID – Crise climatique et énergétique : regarder la vérité en face – Jean-Baptiste Fressoz

[¹¹] Cash Investigation – Superprofits : les multinationales s'habillent en vert

[¹²] RTBF – Les 10% des Belges les plus riches émettent-ils vraiment 50t de CO2, soit 10x plus que les 10% les plus pauvres

[¹³] radiofrance – La concentration des richesses accélère la crise climatique

- Osons Causer – Faut-il manger les riches pour sauver le climat ?

- Oxfam – Inégalités extrêmes et émissions de CO2

- Frustration Magazine – Comment l'économie bourgeoise détruit la planète

- Usbek & Rica – « Les ultra-riches qui s'engagent pour le climat cherchent avant tout à préserver leur pouvoir »

- Oxfam – Les émissions de CO2 des 1 % les plus riches parties pour être 30 fois plus élevées en 2030 que le niveau requis pour limiter le réchauffement à 1,5 °C
- Libération – Est-il vrai qu'en France, les 10% les plus riches émettent huit fois plus de CO2 que les 10% les plus pauvres ?
- MrMondialisation – Étude : le CO2 émis par les plus pauvres diminue. Celui des plus riches augmente encore
- Cairn.Info – Qui émet du CO2 ? Panorama critique des inégalités écologiques en France
- Cambridge University Press – The unequal distribution of household carbon footprints in Europe and its link to sustainability
- ofce – La contribution des émissions importées à l'empreinte carbone de la France
- Challenges – Empreinte carbone : plus on est riche, plus on pollue
- novethic – Climate Trace : les plus gros émetteurs de CO2 répertoriés sur une carte inédite
- visualcapitalist – Mapped : carbon dioxide emissions around the world